

Projet Motuse de l'OIM

Une consultation dans le pipe pour la réintégration des Marocains de retour au pays



L'échec de la réintégration des Marocains de retour pourrait les pousser à émigrer de nouveau.

Afin d'évaluer les capacités des acteurs locaux et régionaux susceptibles d'intervenir pour la réintégration des Marocains de retour au pays, l'Organisation internationale pour les migrations lancera prochainement une consultation dans le cadre de son projet Motuse.

Dans le cadre de son projet Motuse visant à renforcer le cadre de la réintégration des migrants de retour dans leur pays d'origine, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), lancera le 15 août une consultation qui aura pour objectif d'identifier les dispositifs d'accompagnement socioéconomique pour les Marocains de retour. Cette consultation vise également à évaluer les capacités des acteurs locaux et régionaux susceptibles d'intervenir dans le cadre de la réintégration des Marocains de retour et proposer après évaluation un mécanisme de référencement mettant en musique toutes les éventuelles contributions des acteurs dans les régions ciblées par le projet afin de dresser une première esquisse de mécanismes de référencement autonome. «La consultation devra mettre en lumière les défis et les opportunités en dressant un diagnostic des services existants auprès

des institutions concernées. Afin de cerner au mieux les tenants et les aboutissants d'un tel cadre de coopération, les consultants élaboreront une cartographie pour sonder les capacités des différentes parties prenantes présentes (État, associations ou tiers) dans les régions cibles», souligne l'OIM.

Rappelons que le projet Motuse, qui a été lancé en janvier 2015 et prendra fin en décembre prochain, est financé par l'Union européenne et a été mis en œuvre depuis plusieurs mois par Rabat, Tunis et Dakar. «Le Maroc, la Tunisie et le Sénégal figurent parmi les principaux pays d'origine des migrants qui retournent volontairement de l'Union européenne. Les migrants de retour peuvent constituer une opportunité pour leurs pays d'origine, mais s'ils ne sont pas pris en charge de manière adéquate, ils peuvent devenir une charge pour les communautés dans lesquelles ils retournent.

En outre, un échec de leur réintégration dans leurs communautés pourrait les pousser à émigrer à nouveau. Établi comme un prolongement et un dépassement des activités de Retour volontaire assisté (RVA) mises en œuvre au niveau national par l'OIM dans l'UE, ce projet permet de renforcer le cadre de

la réinsertion dans les 3 pays d'origine à travers une double approche fondée sur un soutien accru aux plans de réintégration des migrants de retour et le renforcement des capacités des institutions et des organisations potentiellement actives dans la gestion de la réintégration dans les trois pays en question. Il a en effet été constaté que la combinaison de différents niveaux d'intervention, de l'assistance à la réintégration, centrée sur l'individu à des programmes structurels de renforcement des capacités, fournit les meilleurs résultats quand il s'agit d'améliorer la réintégration des migrants de retour», souligne l'Organisation.

Et d'ajouter: «Le soutien assuré à travers ce projet consiste en des subsides individuels complémentaires aux subsides envisagés dans le cadre des projets des Retours volontaires assistés mis en place dans les pays de l'UE. Une aide à court terme en cash ainsi qu'une aide à plus long terme en nature (biens et services) sont envisagées pour à la fois couvrir les besoins immédiats des bénéficiaires et soutenir leur situation socio-économique à moyen et à long terme, tout en prêtant une attention particulière aux groupes vulnérables».

Les migrants de retour peuvent constituer une opportunité pour leurs pays d'origine, mais s'ils ne sont pas pris en charge de manière adéquate, ils peuvent devenir une charge pour les communautés dans lesquelles ils retournent.